

Historique

La vente de produits de technologie et de services connexes se situe à l'origine dans le cadre d'un processus complexe de développement technologique. L'impulsion a été donnée par le rapport de l'OCDE sur les services de technologie et de conseil. Le rapport a été suivi par un certain nombre de rapports qui ont discuté des méthodes empiriques. Le rapport traite principalement des services d'assistance technique et de transfert de technologie, deux domaines qui font l'objet de demandes de renseignements de plus en plus fréquentes.

Le présent rapport montre que les règlements israéliens dans ces domaines sont complexes et nécessitent un soin particulier à la rédaction des lois. Le but des contrôles est de s'assurer que les pays étrangers profitent de la technologie et des services israéliens; de veiller à ce que la technologie et les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible; de s'assurer que les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible; de s'assurer que les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible; de s'assurer que les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible.

INTRODUCTION

En ce qui a trait à la vente de services et de technologie, l'industrie israélienne est l'IMTI (l'Institut national de la propriété industrielle) qui doit répondre sous les aspects de cette nature donnée lieu à un traitement en matière étrangère.

L'IMTI est un organisme gouvernemental qui relève du ministère du Développement industriel et du Commerce. Comme il s'agit d'un organisme indépendant, sa composition varie, mais il est généralement composé d'experts appartenant au personnel de l'IMTI et d'autres personnes désignées par le gouvernement. À l'occasion, certaines entreprises sont appelées à fournir une opinion sur des cas précis. Les délégués de l'IMTI ont pour mandat principal de déterminer si une entreprise locale produit ou est en mesure de produire un article analogue et tel est le cas, l'autorisation de transférer avec la société étrangère est refusée.

L'IMTI ne peut pas dans son bulletin officiel ou ailleurs la rendre une mesure officielle qu'il accepte à la suite de tels contacts. En fait, les services de ces commissions et aux réunions ou commissions israéliennes par lettre portant la signature des fonctionnaires de l'IMTI. Cette politique est conçue pour éviter toute réaction de l'IMTI à l'égard de la formation de tels types.

Les lois israéliennes qui régissent les services de technologie et de conseil sont complexes et nécessitent un soin particulier à la rédaction des lois. Le but des contrôles est de s'assurer que les pays étrangers profitent de la technologie et des services israéliens; de veiller à ce que la technologie et les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible; de s'assurer que les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible; de s'assurer que les services israéliens soient utilisés de la manière la plus avantageuse possible.

